

Questions orales

Si c'est le cas, le premier ministre devrait peut-être s'en prendre à son négociateur en chef plutôt qu'au Parlement. Nous avons droit de savoir si le président a, oui ou non, abordé cette question directement avec lui.

[Français]

LES EXIGENCES DES AMÉRICAINS—LA CULTURE
CANADIENNE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre, de toute façon, n'a montré aucune fermeté pour protéger la souveraineté canadienne. Son gouvernement, depuis son arrivée au pouvoir, a approuvé sans discussion des prises de contrôle proposées par les Américains. Maintenant, il est évident d'après leur liste que les Américains veulent obtenir le droit d'acheter nos journaux, nos stations de télévision, nos postes de radio, nos maisons d'édition, et donc, je pose au premier ministre cette question: Pourquoi n'a-t-il pas, au moins, le cran de dire non à cette exigence presque incroyable? Pourquoi le premier ministre ne s'occupe-t-il pas de protéger la culture canadienne au lieu de prétendre la faire?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la déclaration du chef de l'opposition est dérisoire et complètement fautive. Je dois lui dire également en réponse à la première suggestion, parce qu'en supplémentaire il s'inquiète de savoir si le Président a soulevé la question d'investissement avec moi: Oui, la réponse est oui. Absolument. Mais est-ce que le Président s'est servi des termes:

[Traduction]

... un accès illimité, le droit absolu d'acheter le Canada? Je réponds à cela par un non catégorique.

LA PRÉSUMÉE DEMANDE DE LIBERTÉ TOTALE D'INVESTIR

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, selon les paroles de M. Reisman: «Ronald Reagan a déclaré au premier ministre, M. Brian Mulroney, que la liberté totale d'investir au Canada»—ne parlons plus de droits absolus—«devait être négociée». Et on nous cite des paroles en ce sens.

Nous pouvons évidemment trouver aujourd'hui dans les supermarchés canadiens 200 000 exemplaires de ce nouveau livre qu'il faudrait intituler «Vendre le Canada». Il a été diffusé dans l'ensemble du pays.

Pourquoi les Canadiens supportent-ils un gouvernement qui n'a aucun cran? Comment se fait-il que le premier ministre n'ait pas refusé catégoriquement de laisser les Américains acheter librement n'importe quelle entreprise canadienne?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Le chef de l'opposition perd son sang froid, monsieur le Président. Voilà que les choses ont changé. Il ne s'agit plus d'un accès illimité ou du droit absolu d'acheter nos entreprises. Il s'agit maintenant d'ouvrir la porte toute grande aux investissements commerciaux...

M. Turner (Vancouver Quadra): Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Mulroney: ... ce qui a toujours été le cas. Au lieu de faire ces déclarations ridicules en sachant à quel point elles

sont dérisoires, le chef de l'opposition pourrait peut-être nous dire s'il s'opposerait à des investissements étrangers qui créeraient des emplois à Sydney, en Nouvelle-Écosse, à North Bay ou à Esterhazy? Est-il prêt à s'y opposer? S'oppose-t-il à l'investissement étranger, le plus important de tous, qui a été fait à Oshawa?

Nous avons déclaré et à juste raison que le Canada était disposé à faire des affaires, mais qu'il n'était pas à vendre.

Nous attirons les investissements étrangers pour créer des emplois. Si le chef de l'opposition y voit des objections, qu'il le dise aux citoyens de Timmins, de Sydney, de North Bay et d'Esterhazy, car ils auront quelques explications à lui demander.

Des voix: Bravo!

LE RAPPORT D'INVESTISSEMENT CANADA—LA PRISE DE
CONTRÔLE D'ENTREPRISES CANADIENNES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre. Il vient de dire qu'à son avis, l'investissement étranger vise à créer des emplois. Si c'est le cas, le premier ministre pourrait-il nous dire pourquoi son propre organisme, Investissement Canada, a signalé dans son dernier rapport qu'entre juin 1985 et décembre 1986, 94 p. 100 des 22 milliards investis au Canada ont servi à des acquisitions et à des prises de contrôle d'entreprises canadiennes déjà existantes. Cet argent n'a pas servi à créer de nouveaux emplois ou de nouvelles entreprises; 94 p. 100 de ces investissements ont servi à des acquisitions et à des prises de contrôle. Dans ces conditions, monsieur le Président, pourquoi le premier ministre et le gouvernement examinent-ils d'autres propositions des Américains en vue de libéraliser totalement les investissements, ce qui se soldera par des prises de contrôle encore plus importantes d'entreprises canadiennes? Votre politique d'investissement a pour résultat des prises de contrôle d'entreprises canadiennes et non la création de nouveaux emplois.

• (1425)

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, tout ce que je puis dire, comme l'a dit le premier ministre, c'est qu'en guise de politique que nous avons créé Investissement Canada qui offre de nouvelles possibilités et de nouveaux emplois aux Canadiens. C'est pourquoi notre bilan depuis 1984 semble favorable non seulement aux investisseurs étrangers, mais également à la plupart des Canadiens car il favorise la croissance économique dans notre pays. C'est ce que recherche le gouvernement.

LA RÉUNION DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT DES
ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je pose une question au premier ministre ou au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Vous avez les preuves, par l'entremise de vos propres organismes...

Une voix: Adressez-vous à la présidence.